



9° CONGRÈS AMIENS. 1974 RAPPORT DE LA COMMISSION INITIATIVES



Tribune Socialiste n° 639 du 20 décembre 1974. Pages 11 et 12

Initiatives et propositions d'action

Face à la crise, au plan cohérent de la bourgeoisie, le plan d'austérité, une riposte politique, cohérente et unitaire, s'impose. La commission propose donc au parti de lancer une campagne d'action, de lutte, contre le plan sur les secteurs suivants.

Ces propositions d'action* s'adressent à l'ensemble des organisations ouvrières : les travailleurs ne pourront vaincre que s'ils s'unissent ; l'unité d'action anti-capitaliste s'impose plus que jamais. Le PSU devra œuvrer sans relâche à sa réalisation.

Agriculture

I. Rémunération du travail.

Poser le problème du prix en fonction du total prix de revient + salaire : prix agricole garanti avec quantum. Le problème de la lutte sur la rémunération du travail rejoint les luttes ouvrières sur les salaires contre la hiérarchie.

2. Lutte pour garder l'outil de travail (foncier)

Lutte sur le contrôle foncier. Prix des terres, du fermage. Lutte pour la répartition du foncier. La lutte pour garder l'outil de travail rejoint la lutte des ouvriers contre les licenciements dus à la restructuration du capitalisme, restructuration du capitalisme qui équivaut à la mise en pratique du plan Mansholt en agriculture.

* Une commission *Santé* a fonctionné pendant le congrès, centrant son travail sur les points précis entrant dans le cadre de la lutte contre le plan d'austérité. Une réunion nationale du secteur *Santé* du PSU se tiendra à la fin du mois de janvier. On peut dès maintenant indiquer qu'une campagne d'action sur Taxe général du contrôle populaire sur la santé devra prendre pour thèmes le contrôle sur l'hospitalisation, la médecine du travail, la Sécurité sociale, l'avortement.

Lutte contre l'exode rural, Larzac etc.. et la désertification du monde rural qui rejoint la lutte des ouvriers ; quand l'exode rural s'intensifie dans une région, les travailleurs se battent pour la sauvegarde de l'emploi ; donc il doit y avoir liaison ouvriers-paysans.

3. Lutte pour la qualité de la vie dans le secteur

Contre la disparition des écoles communales, des P et T, services publics, due à la loi du système qui, au nom de la rentabilité, détruit un peu plus la vie sociale dans les communes rurales (manque d'écoles maternelles, transports d'enfants longs et fatigants du fait de la réorganisation de l'enseignement primaire dans le monde rural).

Scolarisation déficiente.

4. Travailler dans les organisations syndicales

A orientation anti capitaliste pour faire avancer nos propositions (Paysans-Travailleurs, Modéf, minorités locales FNSEA, CNJA).

5. Engagement du P.S.U.

Rencontre du Bureau national avec les Paysans-Travailleurs, pour la riposte à la répression, solidarité militante et financière.

Logements - transports

La sous-commission « logements-transports » propose les campagnes d'actions suivantes :

Sur le logement :

- 1) Pour un moratoire sur les loyers des chômeurs recensés en 1974.
- 2) Pour la mise en location immédiate du parc de

logements invendus et prêts à l'habitat et ceci à loyer accessible (10 à 20 % du salaire suivant une échelle à fixer).

3) Pour un contrôle des comités populaires de locataires sur toutes les charges locatives (notamment chauffage) avec blocage éventuel du paiement en cas de refus.

4) Pour une action commune avec les fédérations syndicales du bâtiment visant à établir :

- a) un contrôle de la qualité de la construction
- b) un contrôle sur le coût réel de la construction.

5) Pour une campagne systématique d'information sur les plans d'occupation des sols, permettant de connaître, dès le début du processus, les projets de restructuration de l'habitat et de l'environnement.

6) Pour une large campagne populaire sur les thèmes fixés par les dernières assises du logement social :

- refus de sacrifier la construction sociale,
- refus du ralentissement de la construction des équipements collectifs (notamment socio-culturels et foyers de célibataires).

Sur les transports :

7 / Contre le démantèlement des services publics de transport (urbain, inter-urbain, centre-banlieue, ramassage scolaire, suppression des voies ferrées secondaires).

8 / Pour l'adaptation des réseaux de communication (y compris les voies routières) à la restructuration de l'habitat : cas des villes nouvelles, des banlieues.

9 / Eventuellement, si les pouvoirs publics décident une augmentation des tarifs des transports, tous les contacts devront être pris afin de développer un mouvement populaire de refus analogue au « mouvement de désobéissance civile » du nord de l'Italie.

Contrôle des prix

Avec qui travailler

Ne pas se limiter aux organisations « spécialisées », mais nécessité de travailler avec des U.L. syndicales

(ex. de circuits courts dans la région parisienne) et des syndicats des vendeurs des grands magasins

- comités de locataires et associations locales
- des groupes de femmes, mais non prises comme des « ménagères » « spécialistes » de la consommation familiale : ce sont des travailleuses, ou elles sont liées socialement — aux travailleurs ;
- les partis politiques de gauche,
- C.P.E. (cf. contrôle des prix des cantines)
- les Paysans-travailleurs (cf. circuits courts déjà cités) dans le secteur agricole ;
- les syndicats par branches (cf. problèmes des transports, automobile, etc..)

Objectif central

1^o axe : étude des secteurs touchés (bâtiment - automobile - agriculture).

Lier le contrôle ouvrier à la production et le contrôle populaire à la consommation :

2^o axe : tous les objectifs des circuits courts :

- prise en charge collective
- lien aux producteurs (secteur agricole, secteur entreprise)
- formation des prix.

3^o axe : problème d'orientation de la production, articulé autour des secteurs de production particuliers : production pour l'armée, l'automobile, la pharmacie :

- tiers-payant systématique,
- contrôle sur les prix des produits pharmaceutiques par l'intermédiaire des travailleurs de cette industrie,
- campagne contre la baisse, du taux de remboursement de la SS,
- déplafonnement,
- gratuité totale des soins aux chômeurs,
- remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale,
- budgétisation des centres sociaux pour avortement et leur contrôle

réformes à court terme :

- dégager les médecins du travail de l'emprise financière des patrons en les faisant employer par les Comités paritaires, par exemple, où les travailleurs peuvent exercer un contrôle, le financement restant à la charge de l'entreprise.

Proposition de campagnes d'action

— les circuits courts : déterminer les régions d'action, les secteurs d'action.

Le secteur alimentaire est prioritaire, mais il ne faut pas oublier que d'autres secteurs peuvent être concernés (ex : Lip). D'où il faut étudier la possibilité d'étendre les circuits courts à d'autres secteurs. Mais lesquels ?

- campagne d'information sur les prix,
- il faut se construire un outil efficace pour fournir les informations par secteur,
- contrôle des prix des cantines scolaires et autres,
- lier les problèmes de l'automobile à ceux des transports et de l'urbanisme,
- étudier des secteurs nouveaux : textiles, produits pharmaceutiques,
- lier les problèmes des charges locatives et des prix de logements à ceux des prix des terrains agricoles en bordure des villes et à ceux de l'emploi dans le bâtiment.

Emploi — pouvoir d'achat

Nous affirmons le droit à l'emploi pour tous.

La classe ouvrière se doit de répondre d'une manière offensive à l'attaque généralisée dont elle est victime.

Dans ce cadre le PSU propose les mots d'ordre suivants :

I — L'emploi

1) Refus des licenciements (individuels ou collectifs, déguisés ou directs) :

- refus de toute perte de ressource, perte de qualification,
- refus de l'aggravation des conditions de travail et des cadences, de la déportation (mobilité de la main-d'œuvre),
- le statut de chômeur, même amélioré, ne résoud d'aucune façon l'emploi pour tous.

2) Réduction du temps de travail sans perte de ressource :

- par la diminution hebdomadaire globale des heures de travail,
- par la cinquième semaine de congés payés,
- par l'abaissement de l'âge de la retraite,
- par l'interdiction des heures supplémentaires ;

3) Baisse des cadences :

4) Titularisation immédiate dans la fonction publique de tous les auxiliaires ;

- suppression du travail **intérimaire** par l'intégration des travailleurs concernés dans les entreprises où ils travaillent ;
- assurance de ressources annuelles normales aux travailleurs **saisonniers** ;
- suppression de toutes les restrictions concernant les travailleurs **immigrés** : contrat de travail provisoire — cartes de travail et séjour — égalité des droits syndicaux et politiques pour les travailleurs immigrés.

5) Création d'emplois :

- dans les endroits où des entreprises disparaissent,
- dans les régions que le capitalisme a lui-même transformées en régions sous-développées,
- par le renforcement des effectifs dans les secteurs jugés non rentables : santé, enseignement, animation socio-culturelle, fonction publique, etc..
- remise en cause de la nature des produits fabriqués, produits dont l'utilisation a été rendue indispensable par le capitalisme,
- refus du démantèlement des services publics (ORTF, PTT, etc..)

6) Droit à l'information totale sur la situation de l'entreprise — ouverture des livres de comptes des sociétés avec suppression du secret commercial ;

7) Organiser ceux

- chômeurs
- jeunes sortis des CET, des universités, etc..
- femmes qui ont besoin de prendre ou de reprendre une activité,
- qui n'ont pas d'emploi, en liaison directe avec ceux qui travaillent.

Mise en place, à partir des situations, d'assises régionales pour l'emploi.

II — Formation

— refus de la formation adaptation aux besoins de l'industrie, tant par le système scolaire que dans les entreprises ;

— remise en cause de l'existence de métiers et de formations spécifiquement féminins, qui accentuent la surexploitation des femmes ;

— suppression de la loi Royer sur l'apprentissage ;

— droit à la formation aussi bien scolaire que permanente continue, échappant à la privatisation contrôlée au niveau du contenu et des formes d'enseignement par les travailleurs ; réservation d'une part importante obligatoire du temps de travail à la formation.

III — Pouvoir d'achat

— augmentations uniformes, garantissant l'accroissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière,

remettant en cause par leur nature l'exploitation des travailleurs, le système hiérarchisé des rémunérations, la division sociale et technique du travail ;

— salaire minimum à I 700 F,

— carte de transport gratuite,

— publication des salaires réels,

— suppression de la TVA sur les produits de première nécessité,

— contrôle populaire sur les prix.

Prioritairement, dans la période actuelle, le PSU engagera la lutte :

— sur l'emploi et l'organisation de ceux qui sont victimes du chômage,

— sur des augmentations uniformes.